



Manifestation contre la fermeture de la Trésorerie de Durban-Corbières

Jeudi 10 octobre, alors que plusieurs trésoreries, dont celle de Durban, sont menacées de fermeture, l'intersyndicale FO-Solidaires-CGT-CFDT et les agents des finances publiques ont appelé à une manifestation contre le projet de nouveau réseau de proximité de la DGFIP. C'est ainsi que non seulement les élus de Durban, mais aussi ceux des communes voisines se sont retrouvés devant le centre des finances publiques à manifester pour le " retrait du plan Darmanin ". En effet, comme l'ont rappelé les représentants : "À l'horizon 2022, le Gouvernement prévoit la suppression de 900 trésoreries et 300 centres des impôts ce qui signifie pour notre département, la fermeture de 8 trésoreries : Bram, Cuxac-Cabardès, Durban, Lézignan-Corbières, Leucate, la Paierie départementale, Peyriac-Minervois et Quillan. Elles seront remplacées par la création "d'antennes sans plines compétences" et la mise en place de 3 centres industriels de traitement de la comptabilité des collectivités locales (Carcassonne, Narbonne et Limoux)". Cette réforme, si elle devait aboutir, aurait des conséquences très lourdes pour les usagers. L'intersyndicale, les élus, notamment Hervé Baro, maire de Termes et vice-président du conseil départemental ont réaffirmé leur volonté de voir les services publics de proximité maintenus et en particulier dans les territoires ruraux. Un service public qui permet à tous nos concitoyens de bénéficier d'une présence de proximité quel que soit leur statut social, leur âge ou leur lieu de vie. Pour les collectivités locales, "l'éloignement de la trésorerie empêchera les relations de proximité qui permettraient notamment le renseignement sur des problématiques budgétaires et comptables au quotidien. Une manifestation pour imposer d'autres modes de gestion du Service public des finances avec un service public au plus près des préoccupations des élus et des usagers, rendus par des agents formés et en nombre suffisant, pour assurer des missions essentielles au profit de nos concitoyens, et notamment des plus défavorisés d'entre eux".